

Du droit des nations et des charbonniers

Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 12 février 2010

Interrogé récemment par la rédaction de *Marianne*, Bernard-Henri Lévy tient des propos qui, à y bien réfléchir, sont étonnants. Comment se manifeste le pétainisme aujourd'hui ? demande *Marianne*. Réponse : Dans le souverainisme par exemple. Et au cas où nous n'aurions pas bien compris, l'illustre publiciste précise : Qui est souverainiste aujourd'hui ? Je veux dire au sens où je l'entends ? Et par la même occasion pétainiste ? Jean-Pierre Chevènement. Il en a tous les réflexes et l'armature intellectuelle.

Propos étonnants si l'on considère que le pétainisme fut voué à l'opprobre à l'issue de la Seconde Guerre mondiale parce qu'il s'était trop facilement accommodé de la perte de la souveraineté nationale. Les pétainistes furent condamnés, pour intelligence avec l'ennemi : non point parce qu'ils avaient défendu pied à pied le sol de la patrie mais parce qu'ils ne l'avaient pas fait. Pour défendre sa souveraineté, il faut combattre. Or que dit aux Français le vieux maréchal ? Il faut cesser le combat. Ou alors le souverainisme qu'il attaque, chez Chevènement et sans doute d'autres, veut dire autre chose que l'attachement à la souveraineté nationale : on se demande alors ce qu'il pourrait être.

Philippe Séguin qui devint une figure nationale en refusant le traité de Maastricht en 1992 ne serait pas, selon lui, souverainiste. Et de Gaulle ?

Il est difficile, à moins de falsifier l'histoire, de dire que le général ne l'était pas. S'il est quelque chose de constant dans sa doctrine, c'est bien l'attachement à la souveraineté nationale. Il ne faisait pas de doute pour lui que les actes controversés des années soixante : refus de l'Europe supranationale, retrait de l'OTAN, dénonciation de l'hégémonie américaine, se situaient dans le rigoureux prolongement de son refus de l'occupation allemande en 1940 – et de l'AMGOT en 1944.

Si donc le souverainisme, c'est le pétainisme, il est dommage Bernard-Henri Lévy nous prive de sa conclusion : l'acte fondateur du pétainisme, ce fut l'appel du 18 juin 1940. Le pétainiste emblématique, ce fut de Gaulle.

Amalgame absurde

Absurde, dira-t-on ? Evidemment, mais telle est bien la conclusion à laquelle il faut se rendre si on suit sa démarche.

La servitude, c'est la liberté, La liberté, c'est l'esclavage fait dire Orwell au terrible pouvoir qui règne sur son 1984.

Comme cet auteur l'a bien vu, un des premiers caractères des régimes totalitaires est d'adultérer le sens des mots, jusqu'à leur faire dire le contraire de ce qu'ils disent.

Il y a plus. Quand Lévy accuse les souverainistes — et pas seulement eux —, de pétainisme, on aura compris que le mot ne désigne chez lui pas une option politique parmi d'autres, mais un parti chargé d'opprobre. Le discrédit qui frappe Vichy ne tient pas seulement à son asservissement à une puissance étrangère mais aussi — même cette dimension n'apparut que plus tard — à sa contribution à la politique d'élimination raciale du régime nazi et donc à sa complicité avec un crime contre l'humanité. Les souverainistes sont des pétainistes et donc, au moins virtuellement, des complices de crimes contre l'humanité.

Nous repérons là chez le philosophe engagé un autre caractère de la démarche totalitaire : la diabolisation de l'adversaire. Lévy dit pétainiste, mais ne nous leurrions pas, il pense quelque chose comme vipère lubrique. L'attachement à la souveraineté nationale n'est pas seulement pour lui blâmable, il est déshonorant.

Un troisième caractère de toute idéologie totalitaire, c'est l'internationalisme. On connaît celui de la IIIe Internationale (dite en abrégé *Komintern*). Ceux qui entre 1940 et 1944 soutenaient la collaboration ne disaient pas ouvertement aux Français reconnaissons la supériorité allemande mais nous n'avons pas d'autre solution que de rejoindre le nouvel ordre européen. Nouvel ordre européen : un des leitmotifs de l'Europe hitlérienne

Faut-il poursuivre ? Bernard-Henri Lévy rappelle avec justesse que le totalitarisme est toujours réductible à une volonté de guérir, un médicalisme, une clinique mais il ne semble pas se demander si sa volonté d'éradiquer à travers le monde toute trace de pétainisme, en fait tout ce qui résiste à l'hégémonie américaine,

ne relève pas de la même logique. D'autant qu'en assimilant le souverainisme au souci de la persévérance de la nation dans son être , le philosophe s'est donné un vaste chantier. Persévérer dans son être, n'est-ce pas, selon Spinoza, la loi de la nature ? Réformer la nature, le rêve de tous les idéologues.

L'idéologie contre le droit des peuples...

Le grand ennemi des régimes totalitaires, c'est la liberté. Quand il s'agit d'une collectivité, la souveraineté n'est qu'un autre nom de la liberté. La France souveraine, c'est ni plus ni moins que la France libre. Cette liberté, Lévy la définit indirectement en disant que Chevènement pensait comme un souverainiste classique que "charbonnier est maître chez soi" . On peut supposer que Bernard-Henri Lévy, qui, on l'aura compris, n'est pas souverainiste, pense, lui, que charbonnier n'est pas maître chez lui . Qui donc est maître chez le charbonnier ? Pour les despotes de tous les temps, la réponse ne fait pas de doute : c'est eux.

Il est vrai que les charbonniers dont Lévy récuse explicitement la liberté s'appellent la Serbie et l'Irak, au temps où ils étaient sous la coupe de régimes tenus pour maudits. Était-il pour autant légitime de les attaquer ? On n'en débattrait pas ici. On se rappellera seulement que quand ils le furent l'un et l'autre, c'est, qui en doute aujourd'hui ? sur le fondement de mensonges : l'idée qu'il y avait un commencement de génocide au Kosovo, que l'Irak préparait un programme d'armes de destruction massive (ce dernier mensonge, ce n'est pas nous qui le dénonçons c'est le Parlement britannique — sans doute un autre haut lieu du pétainisme !). Le mensonge de masse, autre caractère du totalitarisme.

Le droit des charbonniers, c'est ce qu'on appelle aussi le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes , grande conquête de la Révolution française, fondement de l'ordre international. Autre nom de la souveraineté.

... et contre la paix

Si nous suivions la même méthode des amalgames infamants que le philosophe, nous dirions que sa pensée est totalitaire. On se contentera de dire, de manière plus nuancée, qu'elle a un caractère idéologique, au sens précis que Hannah Arendt, Kostas Papaioannou, Alain Besançon et d'autres ont donné à ce mot. Jusqu'à preuve du contraire, en effet, toute idéologie n'est pas totalitaire.

Mais toute idéologie est porteuse de guerre. Le droit des peuples ne se divise pas : pour de Gaulle, s'il s'appliquait à la France de 1940, il s'appliquait aussi bien à l'Algérie de 1962. Le vrai souverainisme, il vaut pour soi, il vaut aussi pour les autres, comme le reconnaît d'ailleurs Bernard-Henri Lévy avec ses fameux droits du charbonnier . Au nom de la souveraineté, on peut et même on doit se défendre, on peut difficilement agresser (sauf les litiges frontaliers d'autrefois, en tout état de cause limités). Pour violer en grand les droits des nations, il faut plus, il faut une idéologie qui transcende celles-ci. Le problème des idéologues, c'est qu'ils ne font pas la guerre en philosophie , ils font la guerre tout court. Chemise ouverte, comme Gérard Philippe dans *Le Cid*, toujours prêts à en découdre.

L'idéologie contre le droit des peuples, l'idéologie contre la paix, voilà bien le fond du problème. La nation n'est pas source de conflits ; en revanche la négation de la nation est à l'origine de toutes les guerres (Charles de Gaulle). Cinquante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, il importait de rappeler que ce conflit a eu lieu à cause de la violation du droit des nations (Jean Paul II).
